

Impact de la guerre sur la croissance économique : revue de littérature économique

Impact of the war on economic growth: a review of economic literature

Auteur 1 : HOUMID-BENNANI Anas,

HOUMID-BENNANI Anas, Doctorant en sciences économiques.

Université CADDI AYYAD - Marrakech/ Faculté des sciences Juridiques, Economiques et Sociales (FSJES).

E-Mail: bennani20052001@yahoo.fr

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : BENNANI. H.A (2021) «IMPACT DE LA GUERRE SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE : REVUE DE LITTERATURE ECONOMIQUE», African Scientific Journal « Volume 03, Numéro 7 » pp: 221-242.

Date de soumission : Juillet 2021

Date de publication : Août 2021



DOI : 10.5281/zenodo.5651897

Copyright © 2021 – ASJ



Résumé

Eu égard à la grande disparité dans les rythmes de croissance des économies, pourtant supposées convergentes par les théories économiques de notoriété, ainsi que la persistance de plusieurs foyers de guerres autour du globe, cet article, s'appuyant sur une revue de littérature composée de 7 livres et 30 articles parus dans les principales revues économiques internationales, se propose de jeter la lumière sur la manière dont est appréhendée la relation entre les guerres et le processus de croissance. L'analyse de cette littérature nous a permis, tout d'abord, de constater que cette relation n'a commencé à intéresser la communauté économique que récemment. Ensuite, que la littérature économique théorique et celle empirique sont unanimes quant aux conséquences catastrophiques des guerres "internes" ou "guerres civiles" sur tous les aspects de la vie, particulièrement sur le secteur économique, mais cette unanimité est ébranlée quand il s'agit des effets sur la croissance des guerres externes et spécialement les guerres de "conquête", notamment en ce qui concerne l'effet sur la dynamique de croissance des dépenses de défense.

Mots clés : croissance économique, guerre, conflits armés, revue de littérature.

Abstract

In view of the great disparity in the growth rates of the economies, however supposedly convergent by the economic theories of notoriety, as well as the persistence of several wars centers around the globe, this article, based on a review of literature composed of 7 books and 30 articles published in the main international economic journals, aims to shed light on the way in which the relationship between wars and the growth process is understood. Our analysis allowed us, first of all, to note that this relationship only started to interest the economic community recently. Then, that the theoretical economic literature and that of empirical one are unanimous as for the catastrophic consequences of the wars "internal" or "civil wars" on all the aspects of the life, particularly on the economic sector, but this unanimity is shaken when it comes to effects on the growth of external wars and especially wars of "conquest", in particular as regards the effect on the growth dynamics of defense spending.

Keywords : economic growth, war, armed conflicts, literature review.

Introduction

La grande disparité dans les rythmes de croissance des différentes économies, pourtant supposées convergentes par les théories économiques de notoriété, a laissé supposer que la croissance économique est un processus complexe qui peut être expliqué et déterminé par des facteurs autres que ceux mis en avant par les différentes théories de croissance (travail, capital, progrès technique ou l'innovation, ressources naturelles, capital humain, les rendements d'échelle et l'intervention de l'Etat...). Aussi, et depuis la fin du 20^{ème} siècle, suite à la persistance de plusieurs foyers de guerres à travers le monde, un nouveau champ d'analyse a commencé à intéresser les chercheurs en sciences économiques, il s'agit de l'analyse de l'influence de la guerre sur les performances économiques des pays.

L'intérêt suscité par ce phénomène s'explique, d'un côté, par une nécessité théorique de parfaire nos connaissances sur les déterminants du processus de la croissance économique, étant donné que cette dernière est considérée par les analystes économiques comme le mécanisme le plus important dans l'enclenchement de la dynamique du développement. D'un autre côté, il s'agit de lever le voile sur les différents enjeux économiques, conséquents à la persistance ou l'enclenchement de nouvelles zones de conflits, surtout que les rapports des institutions internationales confirment que les Etats fragilisés par un conflit n'ont pas réussi à atteindre les Objectifs du Millénaire de Développement.

Si elle est restée généralement en marge des préoccupations centrales des théories économiques traditionnelles (Trudelle, 2003 ; T. Kirat & A. Torre, 2007), cette relation, entre les conflits et les performances économiques des pays, a commencé à susciter l'intérêt de la communauté des économistes, après la publication en 2001 du rapport de la banque mondiale sur « l'économie de la violence politique et criminelle », qui a conduit à une prise de conscience collective sur la gravité et l'ampleur du désastre associées généralement aux guerres ce qui a interpellé un bon nombre de chercheurs en politiques économiques. Le présent article s'inscrit donc dans le cadre des études recensant les études théoriques et empiriques ayant analysé cette relation d'influence des conflits sur la croissance économique.

Notre revue de littérature repose, d'un côté, sur les écrits des chefs de fil des grands courants de pensée traditionnels (A. Smith, 1776 ; T.R. Malthus, 1820 ; F. List, 1841 ; K. Knies, 1879 ; J.M. Keynes, 1933 et 1936 ; R. Solow, 1956), et sur les deux livres de E. Silberner (1957)

et de Le Bras-Chopard, A. (1994), qui ont analysé les positions de ces grands courants de pensée quant à la relation d'influence que peut entretenir les guerres et la croissance économiques. D'un autre côté, cette revue repose aussi sur 30 articles ayant traité de cette relation, publiés dans les principales revues internationales comme celles de la Banque Mondiale ou du Fond Monétaire International, mais aussi le « Journal of International Economics », le « Journal of Political Economy », l'« Economie empirique », le « Oxford Economic Papers », le « Journal of Money, Credit and Banking », le « Cambridge University Press », la « Revue Géographie, économie, société », le « American Economic Association », le « journal of Conflict Resolution » et les publications du « National Bureau of Economic Research » (NBER).

Ces articles ont été sélectionnés selon les critères de pertinence et de force de raisonnement, en suivant un processus méthodologique qui repose sur la recherche électronique suivie de l'analyse manuelle. Une analyse minutieuse des références de chacun des articles retrouvés nous a permis d'étoffer notre base de données. S'il est certain que notre revue ne peut prétendre d'être exhaustive, nous pensons par ailleurs qu'elle regroupe une bonne partie de la littérature produite dans le cadre de notre sujet d'analyse. La lecture croisée de cette littérature ainsi que la grille d'analyse établie, outre de relever le cadre théorique relatif à notre sujet, d'avoir une idée sur les méthodologies et les résultats trouvés, nous ont permis de constater que cette relation n'a pas constitué un sujet d'analyse à part entière pour la théorie économique traditionnelle, elle l'est plus en ce qui concerne celle de naguère. Aussi, cette lecture a été l'occasion de relever, contrairement aux idées reçues, une absence d'unanimité sur les conséquences économiques de l'instigation et de la persistance des conflits. En effet, si cette littérature est quasi unanime quant aux conséquences catastrophiques des guerres "internes" ou "guerres civiles" sur tous les aspects de la vie, ces courants le sont moins en ce qui concerne les guerres externes et spécialement les guerres de "conquête".

L'objectif escompté de notre travail est de découvrir comment la littérature économique a appréhendé cette relation d'influence des guerres sur les performances économiques, afin de pouvoir accumuler de larges connaissances sur ce thème, dans l'optique de conduire des recherches empiriques plus approfondies dans le futur.

Le présent article sera articulé en deux parties, la première sera consacrée à la présentation de la littérature théorique économique, traditionnelle et celle de naguère, en

relation avec notre sujet, avant d'aborder dans une deuxième et dernière partie la littérature économique empirique y afférente.

1. Les interactions entre les guerres et la croissance économique dans la théorie économique.

Force est de constater que la relation entre la guerre, sous ses différentes manifestations, et la croissance économique n'a commencé à être un sujet à part entière d'analyse économique que récemment (Kirat & Torre, 2007).

En effet, l'analyse économique du problème économique de la conflictualité par les grands courants de la pensée économique se contenait, à des exceptions près, à l'étude tendancieuse de l'influence des activités guerrières internationales¹ sur l'activité économique en générale, tout en affirmant, à l'unanimité ou presque, que les guerres internes sont incontestablement préjudiciables au processus d'accumulation des richesses. Dans ce cadre, c'est le courant marxiste, descendant direct du courant socialiste, qui crée l'exception, en abordant ce problème de conflictualité², sur fond de critique virulente du système capitaliste.

Depuis, l'analyse économique n'a pas beaucoup progressé sur le sujet, puisqu'elle est resté avare en ce qui concerne l'analyse de l'incidence de la conflictualité, à l'international (guerre) ou en interne (guerre civile), sur les grands agrégats économiques et notamment la croissance économique, ou du moins elle la considère en filigrane des recherches entamées sur les modèles de croissance et de développement. Cette problématique ne connaîtra un vrai regain d'intérêt qu'à partir de la dernière décennie du 20^{ème} siècle, suite aux travaux initiés et commandités par nombre d'institutions internationales.

En dépit de l'absence, dans la littérature économique traditionnelle, d'analyse directe et spécifique de la relation entre l'incidence des guerres et la croissance économique, on peut toutefois retrouver, dans les travaux des chefs de file de ces courants, des passages qui reflètent partiellement leurs points de vue respectifs autour de cette question.

1.1.Le bellicisme mercantiliste :

Pour le courant de pensée mercantiliste, la guerre est une activité indispensable pour le processus de création de richesse. En effet, l'une des idées phare de la pensée mercantiliste,

¹ Les guerres initiées par les nations contre des ennemis extérieurs ou "guerres internationales" selon l'acceptation actuelle.

² Sous ses dimensions internes et externes.

notamment les bullionistes³, est que la richesse et la prospérité des Etats dépendent essentiellement de la quantité des métaux précieux détenue par ces Etats. La croissance de cette richesse dépend alors de la capacité d'accumulation de ces métaux précieux. Chaque nation doit donc accroître son pouvoir en accroissant ses réserves d'or aux dépens des autres nations. Dans cette logique, la guerre joue un rôle principal et ce pour deux raisons :

- La guerre permettait d'étendre le pouvoir des pays sur de vastes et nouveaux territoires d'où ils peuvent ramener de nouvelles richesses en nature ou en métaux précieux.
- La guerre permettaient aussi de consolider la puissance politique et économique de l'Etat et donc de soutenir leurs activités commerciales qu'ils imposaient aux autres nations, permettant ainsi de réunir les conditions de réalisation d'une balance commerciale excédentaire, synonyme d'affluence et d'accumulations de métaux précieux et de richesses.

1.2.Le pacifisme libéral

Des physiocrates à l'école classique, les penseurs du courant libéral manifestent une aversion claire aux situations de guerres. Ils sont quasi-unanimes quant à ses conséquences fâcheuses sur l'ordre social en général et celui économique en particulier.

Tout d'abord, les libéraux croient fermement que le processus de création de richesse est largement tributaire de la liberté de commercer et de la capacité d'accumulation des facteurs de production (capital et travail), qui ne sont mieux servis que par l'instauration et la consolidation d'un ordre spontané et naturel, seul ayant pouvoir à optimiser l'allocation des moyens de production.

Aussi, et en critique à la pensée mercantiliste, les libéraux n'accordent aucune valeur particulière à la monnaie et sont opposés à une augmentation sans contrepartie de la masse monétaire. Ils fustigent les coûts aberrants de la guerre, qu'ils soient matériels (infrastructures, capital mobilier et immobilier,...), financiers (dettes, prélèvement supplémentaire d'impôts,...), mais aussi en terme d'instabilité politique⁴. Ils condamnent par ailleurs les préjudices que fait subir la phase de transition, entre l'état de paix et l'état de guerre, sur certains

³Le bullionisme est l'une des premières formes du mercantilisme. Les auteurs de ce courant, tels que Jean Bodin ou Thomas Gresham, pensent que la richesse et le pouvoir de l'État sont mesurés par la quantité d'or qu'il possède.

⁴La diminution du pouvoir d'achat de la population peut engendrer une grogne sociale qui peut se transformer en révolution et en guerre civile.

secteurs comme l'industrie et l'agriculture, en ce qui concerne les difficultés de réorientation de leurs capitaux fixes et circulants et qui peut être fatale à ces capitaux.

Toutefois, parmi les classiques, on peut retrouver des auteurs qui reconnaissent que, sous certaines conditions, la guerre peut jouer le rôle de catalyseur pour l'activité économique, soit par la stimulation de l'offre (soldats, matelots,...) ou par la diminution de la demande de travail (diminution de la population active)⁵.

1.3. Le protectionnisme pour prévenir la guerre !

La pensée protectionniste reconnaît le rôle important de la paix dans la création et la diffusion de la richesse et dans l'amélioration du bien-être des individus. Elle est persuadée que là où les individus sont en état de guerre, leur bien-être est aussi à son plus bas niveau (F. Liste, 1841 ; K. Knies, 1879 ; W. Roscher, 1814).

La guerre, comme décrite par List, peut provoquer la décadence de toute l'économie, de façon temporaire ou durable. Elle est préjudiciable à l'ensemble des belligérants, même pour les vainqueurs, de par la destruction matérielle et l'instabilité dont elle est responsable. Si elle est interétatique, la guerre serait responsable de la rupture des relations commerciales entre les peuples, induisant une pénurie des marchandises d'importation et la surabondance des marchandises destinées à l'export.

Toutefois, les protectionnistes ne voient pas que d'un mauvais œil l'impact de la guerre sur les économies. Pour certains d'entre eux, la guerre peut se révéler comme un vrai moteur de la croissance économique. D'une part, parce qu'elle incite les nations à accroître leurs puissances et à développer leur savoir-faire et leurs "forces productives"⁶. D'autre part, du fait que les dépenses engagées pour soutenir l'effort de guerre, loin d'être improductives, peuvent conduire à l'augmentation de la demande pour les manufactures nationales, stimuler la recherche et les inventions et encourager le développement d'un tissu industriel plus productif et plus puissant (Liste, 1841 ; Roscher, 1814).

⁵Malthus considère que la guerre peut jouer le rôle d' « *Obstacle répressif de la population* ».

⁶Liste compte parmi ces forces productives des facteurs comme l'industrie manufacturière, le christianisme, les inventions techniques, les moyens de communications, la liberté de pensée, le gouvernement parlementaire...

1.4. Le marxisme et la guerre

La pensée socialiste, sous toutes ses formes, idéaliste, anarchiste ou matérialiste, affiche une aversion claire aux guerres qu'elle considère comme incontestablement nuisibles à l'activité de production, tout en mettant en évidence les souffrances humaines et les pertes économiques énormes qui en résultent. Dans ce cadre, les socialistes adressent une critique virulente à cet esprit belliciste qui animait certains auteurs de l'époque et qui voyait dans la violence un moyen d'augmentation de la fortune nationale, rappelant que le commerce est porté par l'industrie et que cette dernière a besoin pour prospérer et grandir de la sécurité et de la liberté des échanges. Les socialistes sont aussi opposés aux dépenses qui sont liées à la guerre. Ils considèrent les militaires comme des « consommateurs Oisifs », par opposition à la classe des "Industriels" (Fourrier, 1823) et dénoncent ces dépenses qui sont engagées en période de paix, en préparation des guerres probables.

Cette hostilité envers l'institution militaire et les dépenses qui lui sont imputables est à retrouver aussi chez les Marxistes qui la considèrent, non seulement comme improductive mais aussi la plus coûteuse de toutes. Elle serait, d'après Engels (1878), sans utilité au sein d'un régime communiste où règne la paix en interne, entre les individus d'une société, et en externe, entre des pays de même confession communiste. Certains marxistes n'ont cessé de condamner le militarisme accru de l'époque dont ils pensent qu'il devrait être responsable de l'éclatement certain d'une guerre mondiale future d'une ampleur sans précédent et qui aurait des conséquences humaines (morts, famine, épidémies, misère, ...) et économiques (faillite du commerce, de l'industrie, du crédit, ...) sans communes mesures, causant ainsi la faillite générale et peut être même l'écroulement des Etats.

1.5. La théorie keynésienne et le "keynésianisme militaire"

Pour les keynésiens, l'incapacité du marché capitaliste à s'autoréguler nécessite l'intervention régulatrice de l'Etat pour rétablir les équilibres, soutenir le pouvoir d'achat et inciter à l'investissement. Le fer de lance de cette politique économique keynésienne est la hausse des dépenses publiques, financées par l'emprunt et nullement par des mesures fiscales, ce qui permettrait de tirer rapidement profit de « l'effet multiplicateur de la dépense ». Pour les défenseurs du "Keynésianisme militaire", les dépenses militaires, tout comme les autres dépenses du gouvernement, sont capables de stimuler la croissance, non seulement à cause de l'effet multiplicateur keynésien mais aussi de par les avantages que procure l'institution

militaire à différents égards: la stabilisation et la sécurisation de la scène sociopolitique, le soutien de la demande interne en terme de demandes supplémentaires en infrastructures et d'équipements militaires ainsi que la formation de pointe des militaires engagés.

La prospérité sans précédent qu'ont connu les pays occidentaux et plus particulièrement les Etats Unis, durant les "trente glorieuses", ont donné du crédit à cette théorie, faisant croire que les dépenses militaires du temps de la guerre ont sorti l'économie de sa dépression, ce qui a ouvert la voie à une large littérature sur les fonctions économiques de la guerre et sur les formes possibles du keynésianisme militaire.

1.6.L'approche néoclassique

Les auteurs néoclassiques ont longtemps mis les conflits en général, en dehors de leur champs d'analyse, non seulement parce qu'ils estiment que ces derniers relèvent des autres sciences sociales (juridiques, sociologiques, politiques,...), mais aussi parce qu'ils attribuent aux mécanismes autorégulateurs du marché la capacité de concilier entre les intérêts particuliers des différents acteurs économiques, pour la réalisation de l'équilibre et l'optimum social. Dans ce cadre, l'analyse néoclassique préfère le terme de concurrence pour qualifier les situations de divergence d'intérêts entre les acteurs économiques. Ils considèrent que les conflits ne surviennent qu'en cas d'une sous-optimalité des processus marchands, lorsque certaines pratiques sont menées en dehors des règles légales préétablies, comme dans le cas des situations d'asymétries d'information, de comportements opportunistes ou d'anti-sélection. Pour eux, ces situations peuvent être automatiquement traitées par l'application des règles de droit de la concurrence.

Néanmoins, les néoclassiques, à l'instar de l'école classique, sont convaincus qu'une fois enclenchée, la guerre interne ou externe ne peut être que fortement dommageable sur la dynamique de la création des richesses.

1.7.Autres théories et travaux de recherches

A côté des analyses des grands courants de pensée traditionnels, d'autres travaux de recherche, relativement plus récents, ont été développés dans le but d'élucider cette relation d'influence qu'entretient les guerres avec les performances économiques des pays. Ceux qui sont développés ci-dessous, soutiennent l'idée que les conflits armés, notamment les guerres et les guerres révolutionnaires, sont des moments décisifs de modification des structures

économiques. Ce sont des étapes de l'histoire économique des pays où la sphère économique peut être durablement affectée par des jeux politiques. Deux approches conceptuellement antagonistes se distinguent dans ce contexte pour évaluer l'impact prévisionnel des guerres sur la croissance économique. La première soutient la possibilité d'une stimulation positive de la croissance économique par suite à des situations de guerres, principalement celles internationales, alors que la deuxième, plus prédominante, ne reconnaît aux guerres qu'un pouvoir directement et indirectement dévastateur sur la croissance économique.

En effet, pour les défenseurs de la première approche, les charges de défense, d'avant et durant les guerres, améliorent les indicateurs de la croissance économique. Cette influence peut s'exercer directement, en agissant positivement sur les principaux facteurs de production, en l'occurrence le taux d'emploi (Baran & Sweezy, 1968 ; Hooker & Knetter, 1997), les qualifications des demandeurs de travail (Chester, 1978), ainsi que l'investissement (Benoit, 1973), mais aussi indirectement, par la consolidation du climat de sécurité et de stabilité politique, favorisant ainsi l'investissement privé et l'innovation et contribuant à l'amélioration de la productivité à l'échelon national⁷. On parle dans ce sens d' "externalités positives" des dépenses de défense. D'autres chercheurs, pensent que ces externalités positives se manifestent aussi par la participation dans le développement institutionnel des pays (Etat, institutions gouvernementales,...) (D. Acemoglu & A.J. Robinson, 2012), et par la favorisation des conditions d'"accumulation primitive des richesses" qui constituera la base d'une accumulation productive future (E. Miguel, 2011).

A l'opposée, la deuxième approche, portée par les travaux de recherche de la Banque Mondiale⁸ et recevant plus de crédits de la part de la communauté économique, considère les guerres comme des sérieux freins à la croissance et au développement des pays.

En effet, dans son rapport de 2003⁹, la Banque mondiale estime, chiffres à l'appui, que les dommages causés par les guerres sont responsables de l'aggravation de la pauvreté dans certaines régions du monde et de la détérioration des rythmes de croissance et de développement des pays en guerre, qui peuvent persister longtemps après la fin des hostilités. Ce rapport évoque

⁷A noter ici que plusieurs innovations majeures de l'ère moderne, tel que le nucléaire, l'informatique, l'aviation..., ont été développées dans le secteur militaire

⁸En l'occurrence les études menées par les groupes de travail dirigés par Paul Collier.

⁹Rapport de la B.M intitulé « *Breaking the Conflict Trap* », élaboré par le groupe de travail dirigé par Paul Collier et composé de Lani Elliott, HarvardHegre, Anke Hoeffler, Marta Reynal-Querol et Nicholas Sambanis.

dans ce cadre, le fléau de détournement des ressources vers les activités de guerre au détriment du secteur productif et du financement des services publics de base, ainsi que les dommages matériels infligés aux infrastructures et le climat de peur et d'incertitude générées par la violence. Il conclut par ailleurs, que les conséquences des guerres civiles affectent principalement la frange de la population la plus vulnérable : pauvres, enfants et personnes âgées et que les stigmates des conflits armés dépassent parfois les frontières du pays en question pour atteindre les pays voisins qui subissent également une réduction des revenus et une prolifération des maladies et des crimes.

2. Les situations de guerres et de croissance économique : revue de la littérature empirique.

La littérature économique empirique n'a commencé à s'intéresser aux conséquences des guerres civiles, qu'à la fin des années 1990, après la persistance d'un nombre important de guerres qui a fini par attirer l'attention des institutions internationales et interpeller un bon nombre de chercheurs en sciences économiques. Le débat a été principalement initié et animé par le groupe de travail de la Banque Mondiale, dirigé par Paul Collier. Depuis, plusieurs travaux empiriques¹⁰ sur les guerres et les guerres civiles et leurs interactions avec la sphère économique ont commencé à voir le jour, avec comme objectif d'identifier la nature de la relation qui lie les guerres à la croissance économique.

A leurs débuts, ces travaux empiriques ont été confrontés au problème d'endogénéité commune des variables politiques et économiques, du moment où les agrégats économiques sont souvent invoqués pour expliquer les situations d'instabilité, y compris les guerres, et que cette dernière est sollicitée, à son tour, comme variable explicative des performances économiques (Alesina & Perotti, 1994 ; Barro, 1996). Ce fait poussait les analystes à se demander si c'est la stabilité qui agit sur les performances économiques ou bien c'est l'inverse ? La seule certitude qui s'en est dégagée c'est que nul ne peut dissocier les perspectives de croissance et de développement économique des situations de guerres, ou en général de stabilité. La relation d'influence entre guerres et croissance économique est manifestement réciproque.

¹⁰Alesina et Perotti (1994), Xavier Sala-i-Martin (1997), Paul Collier (1999, 2003, 2010), Barro (2000), Sambanis (2001), Blomberg et Gregory (2002), E. Miguel, et al (2004), Dwight H. Perkins et al (2006), Gates et al (2010), Abadie et Gardeazabal (2001), Havard (2011), Rapport de la banque mondiale 2011.

Les études empiriques ont parallèlement mis en évidence la différence notable entre l'influence de la guerre interétatique et celle interne (guerres civiles) sur la croissance économique, soulignant dans ce cadre que les guerres civiles sont nettement plus dommageables que les guerres externes. Responsables de la démolition de tout le potentiel d'un pays et de la détérioration immédiate de son capital, les guerres civiles sont susceptibles de nuire à la cohésion de la société et à la viabilité du système et des institutions politiques. Ce qui diffère substantiellement du conflit externe qui, à son terme, peut laisser place à une croissance économique rapide.

L'analyse de la littérature empirique nous permet de surcroît de relever deux mécanismes principaux à l'influence de la guerre sur la croissance économique, le premier, qualifié de directe, se rapporte à l'impact de la guerre sur la productivité globale des facteurs de production, le deuxième, considéré comme indirecte, fait référence à d'autres canaux de transmission de choc vers la croissance économique, on parle ainsi d' « effets induits négatifs ».

2.1.L'influence directe de la guerre sur les performances économiques des pays en conflit.

De par les dommages portés à la productivité totale des facteurs, la littérature empirique est quasi unanime quant à l'impact préjudiciable des guerres sur les performances économiques et les perspectives de croissance des pays en conflits, exception faite du rôle que peuvent jouer les dépenses de sécurité dans la dynamisation de l'appareil productif.

En effet, la littérature empirique, dans sa majorité, affirme que les guerres peuvent augmenter l'incertitude sur les politiques publiques futures et sur le risque de perte de capital chez les agents économiques, qui adoptent en conséquence une attitude attentiste, reportant ou annulant toute initiative susceptible d'accroître le volume des activités économiques, au moment où l'investissement public est au mieux orienté vers les dépenses liées à la sécurité. Les guerres détruisent aussi les capacités de production des pays concernés en endommageant leurs infrastructures logistiques et leurs unités privées et publiques. Ils provoquent par ailleurs la désorganisation totale des chaînes de production et de commerce, ce qui favorise la fuite des investisseurs locaux et la répulsion de ceux venant de l'étranger. Les conséquences sur les économies peuvent être graves et durables : baisse de l'investissement, difficultés de financement des projets privés et publics, détérioration de la production courante et future et de ces performances à l'exportation, la baisse de la demande globale et le déclin du pouvoir

d'achat. Ces facteurs sont responsables de la destruction du potentiel industriel et commercial, notamment les petites et moyennes entreprises, accentuant ainsi le taux de chômage et les coûts associés qui vont bien au-delà des difficultés économiques, il s'agit « d'un facteur clé du statut social et du sentiment de dignité » (Colin & Lene, 2011).

Parmi ces études empiriques, qui ont le plus alerté l'opinion internationale sur les dommages de la guerre, le rapport sur le Développement dans le Monde (WDR 2011) de la Banque Mondiale est l'un des plus alarmants. Ce rapport nous renseigne que les pays en guerres au cours des années 1980, accusaient un retard en termes de réduction de la pauvreté de 8 points de pourcentage, et que ceux qui avaient connu des guerres majeures dans les années 1980 et 1990, accusaient un retard de 16 points de pourcentage. Ce rapport affirme aussi que non seulement la guerre "tue", mais ses conséquences vont bien au-delà de ceux tués ou blessés sur les champs de bataille, le coût de la violence pour les citoyens, les collectivités, les pays et le monde sont énormes, que ce soit en terme de souffrance humaine qu'en terme de conséquences sociales, économiques et institutionnelles. Il conclue que la guerre, et en particulier la guerre civile, constitue un sérieux problème de développement. Dans un travail antérieur, Collier et Sambanis (2005), par l'application du modèle quantitatif baptisé "CH model"¹¹ sur 30 cas de guerres civiles, concluent que les effets de la guerre sur la volatilité des taux de croissance économique sont aussi forts que l'est l'intensité de la guerre.

Pour Philippe, Thierry et Mathias (2008) le secteur du commerce est le premier à pâtir de la perception du risque par les investisseurs, il peut connaître une décadence pouvant atteindre 25 % pendant la première année de guerre civile et si l'intensité des guerres est plus grave sa chute peut atteindre les 40 %. Le rétablissement du commerce à son niveau d'avant-guerre peut prendre de nombreuses années qui peuvent atteindre les vingt-cinq années. Fosu (1992)¹², en analysant l'incidence de différents types d'instabilité politiques sur les performances économiques des pays d'Afrique Subsaharienne, déduit que l'« Instabilité politique des non élite » ("NEPI", "Non elite political instability")¹³, a un impact direct sur la croissance économique, en affectant la productivité totale des facteurs, et a un impact indirect

¹¹ Développé antérieurement par Collier et Hoeffler (2001).

¹² Fosu fait appel à un modèle d'équations simultanées sur des données constituées de séries temporelles par pays.

¹³ NEPI "non elite political instability" (instabilité politique des non élite) synthétise l'action d'un grand éventail de cas de protestations sociales et de violences politiques, par opposition à l'EPI "elite political instability" (instabilité politique des élites) qui représente le changement dans l'appareil exécutif de l'Etat. Alors que le PI "Political instability" inclue les deux types d'instabilité précédents.

sur cette croissance, en affectant négativement la formation et l'accumulation du capital. Ses conclusions postérieures, dont l'analyse est menée sur l'évaluation de l'impact de l'instabilité politique sur la croissance économique des pays développés, corroborent ces mêmes résultats (Fosu, 2000).

2.2. Les effets indirectes de la guerre sur la croissance économique

2.2.1. Impact sur les facteurs de production fondamentaux

En mettant en péril les efforts d'accumulation des facteurs de production fondamentaux, en l'occurrence le capital et le travail, les guerres sont responsables de la faiblesse et de la disparité des rythmes de croissance de certains pays en développement, les empêchant de profiter des effets de rendement d'échelle que permet l'accumulation de ces facteurs et mettant un coup de frein à leurs processus de rattrapage du retard de développement.

Dans ce cadre, et pour évaluer l'impact de l'instabilité économique sur l'investissement, Alesina et Perotti (1992) utilisent un système bi-varié, où l'investissement représente la variable dépendante, l'instabilité, l'éducation et l'investissement dans le capital physique sont utilisés comme variables explicatives¹⁴. Ils concluent que l'instabilité politique détériore de manière très significative l'investissement et affecte par voie de conséquence le taux de croissance économique.

De son côté, l'impact de la guerre sur le travail peut être appréhendé à travers plusieurs axes, dont celui de l'influence sur la qualité et la productivité du capital humain semble être l'un des plus importants et le plus traité par la littérature empirique.

En effet, les guerres sont la source d'une grande souffrance humaine. Au-delà des chiffres alarmants sur le nombre de décès au cours de combats (E. Miguel, 2011), les guerres font également fléchir le niveau de compétence et de productivité de la population en portant préjudice à son système de santé (Ghobarah, Huth & Russett, 2003). Ils portent atteinte aussi au niveau et à la qualité de l'enseignement en réduisant les années de scolarisation et en détruisant les infrastructures scolaires. La violence est responsable par ailleurs du déplacement

¹⁴A noter ici que l'instabilité est modélisée par l'index « instabilité sociopolitique » (SPI) qui synthétise l'action de plusieurs indicateurs des formes plus ou moins violentes de protestations politiques et de la violence sociale (manifestations, violence, assassinat...). Cet index est construit d'après la méthode de « principale composante » (principal components), par référence aux travaux de Venieris and Gupta (1986) et Benhabib and Spiegel (1992) qui ont montré, respectivement, que le SPI affecte négativement le taux d'épargne et réduit l'investissement.

massif des populations cantonnées dans des camps de réfugiés (Sambanis, 2001 ; S. Gates et al., 2010), de la fuite des cadres et de la main d'œuvre qualifiée.

Dans son travail d'analyse statistique, sur la façon dont les guerres affectent la réalisation des objectifs de développement du millénaire¹⁵, S. Gates et al. (2010), trouvent que les guerres ont des effets néfastes évidents sur la sous-alimentation, la pauvreté, l'espérance de vie, la mortalité infantile, la mortalité de moins de 5 ans, et sur l'accès à l'eau. Ces effets sont indépendants de la région ou du continent où se situe le pays concerné. Cet auteur révèle aussi, qu'à la fin de 2009 pas moins de 42 millions de personnes dans le monde ont subi un déplacement forcé, les obligeant à quitter ou à fuir leurs foyers du fait de déclenchement des guerres, de violences et de violations des droits de l'homme. Ces réfugiés, en plus de subir les contraintes du déplacement forcé, ne peuvent prétendre qu'à des emplois en nombre limité avec un taux de rémunération nettement plus faible.

2.2.2. L'instabilité politique, un autre canal de transmission de chocs entre la guerre et les performances économiques

En surcroît de son influence sur l'activité économique des pays, soit directement, en affaiblissant la productivité nationale, ou indirectement, en fragilisant les facteurs de production fondamentaux, la guerre, et en particulier la guerre civile, peut porter préjudice aux performances économiques à travers d'autres canaux de transmission, dont le plus cité par les travaux empiriques est l'instabilité politique.

L'instabilité politique¹⁶ est un déterminant fort de l'activité économique d'un pays (Barro, 1991 ; Alesina et al., 1991 et 1996 ; G. Ramey & V. A. Ramey, 1995 ; Elbadawi & Hebbel, 1998 ; Lensink et al., 1999 ; Martin & Rogers, 2000 ; Ismihan et al., 2003 ; Blackburn & Pellonni, 2005 ; Colletta & Cullen, 2000), tout d'abord, de par les signaux qu'elle renvoie et qui impactent la perception du risque chez les investisseurs nationaux et étrangers. Tout événement susceptible de perturber ces perceptions ou de faire détourner les politiques publiques économiques de leur rôle de soutien des activités productives produira un effet inverse sur la croissance et le bien-être matériel de la population (Alesina & Tabellini, 1989 ; Özler & Tabellini, 1991). Ensuite, lorsque cette instabilité entraîne directement des ruptures

¹⁵ L'auteur analyse l'effet des guerres sur sept des objectifs de développement du millénaire.

¹⁶ Fosu (1992) préfère parler de « l'instabilité politique d'élite (EPI) », dont l'indicateur est le rythme de changement ou de la destitution, constitutionnelle ou pas, des gouvernements.

dans le processus de création de richesses (Fosu, 1992) ou entrave le bon fonctionnement des institutions des pays (justice, droit de propriété,...), empêchant par conséquent le pays de réaliser son potentiel productif (Azam, 1996 ; Clague et al., 1996).

En confirmation des conclusions de ces travaux empiriques, A.Alesina et al. (1996)¹⁷ montrent que, sur la période allant de 1960 à 1982, le taux moyen de la croissance économique s'élève à 2,8 %, pour une année où il n'y a pas eu de changement de gouvernement. Cette performance chute de moitié en présence de changement gouvernemental. Dans le cas de changement abrupt et/ou irrégulier, le taux de croissance passe à 0.1 %. Alors qu'en présence de coup d'Etat, le taux de croissance économique devient hautement négatif (-1.3 %), un véritable coup de grâce économique. Ces résultats sont les mêmes quelle que soit la région choisie (l'Asie, l'Afrique ou même l'Amérique latine) et quel que soit le niveau de revenu par tête du pays. Plus tard, Scott Gates et al. (2010) consolidera empiriquement ces résultats, pour le cas particulier de la région MENA. Il en conclue que cette région est victime d'un « piège de conflit politique (conflict-trap)».

2.3.L'impact particulier des dépenses de défense sur la croissance économique.

Si la majorité des études empiriques sont quasi unanimes quant à l'impact préjudiciable des guerres sur les performances économiques des pays, d'autres travaux ont nuancé ces conclusions. En effet, au moment où certains travaux soutiennent l'existence de multiplicateurs négatifs des dépenses militaires, d'autres ont révélé, au contraire, l'existence d'importants multiplicateurs positifs, alors qu'une troisième catégorie de ces travaux a abouti à des résultats mitigés.

2.3.1. Les effets d'éviction des dépenses militaires :

Plusieurs analystes s'accordent sur le fait que les politiques de répartition et d'allocation des ressources, dans un climat politique grevé de hautes tensions politiques, peuvent être à l'origine de performances économiques non optimales. Ils confirment que les dépenses de guerres peuvent augmenter de manière incontrôlée et irrationnelle, pendant ou en prévention des guerres, engendrant ainsi l'éviction de l'investissement et de la demande privée (Gurr, 1970 ; Smith, 1977, 1978, 1980 et 1983 ; Kennedy, 1983 ; Cappelen et al., 1984; M.

¹⁷A.Alesina, S.Özler et al (1996) « Instabilité politique et croissance économique. Journal of Economic growth.

Knight et al., 1996 ; Collier et al., 2003). Cette hausse de la part des dépenses militaires dans les dépenses globales d'un pays se fait souvent au détriment d'autres postes de dépenses productives tels que l'enseignement, la santé et les infrastructures (Collier et al., 2003). Lindgren (1984) affirme, en conclusion d'une étude menée dans 15 pays entre 1960 et 1970, que la majorité des travaux menés dans ce cadre s'accordent sur la corrélation négative entre les dépenses de défense et les dépenses d'investissement des économies de marché industrialisées. Galvin (2003), utilisant un modèle à plusieurs équations, est arrivé aussi à obtenir des estimations globales et des estimations séparées pour les pays à revenus moyens et faibles. Il en conclue que les dépenses militaires ont un impact négatif sur la croissance des pays à revenu intermédiaire mais sont insignifiantes pour les pays à faible revenu.

2.3.2. L'effet d'entraînement des dépenses militaires :

Par opposition aux études empiriques ayant mis en cause les effets dommageables des dépenses militaires sur la sphère socio-économique, d'autres travaux empiriques ont abouti à la conclusion que les dépenses de défenses ont des effets bénéfiques, directs et indirects, sur l'appareil productif.

Dans ce cadre, Barro (1981), en faisant appel à des estimations d'équation de forme réduite du PIB réel, conclut que les dépenses temporaires rattachées à la défense ont un impact expansionniste très significatif sur le PIB réel, alors que les dépenses permanentes y afférentes ont un effet plus réduit. De même, Benoit (1973), contrairement à ses hypothèses de départ, trouvera que les pays ayant le plus investi dans le domaine de la défense sont ceux qui ont enregistré les taux de croissance les plus rapides. Il attribuera cette performance aux externalités engendrées par les dépenses de défense, en l'occurrence le climat de sécurité et de stabilité. Aussi, Weede (1983), en analysant les déterminants de la croissance économique des années soixante et soixante-dix dans plusieurs pays européens, a révélé que les nations affichant des taux élevés de participation aux forces armées, comme indiqué par le taux d'enrôlement dans les forces armées, sont aussi ceux qui connaissent une meilleure croissance économique. Son argument est que le service militaire conduit à une discipline et une formation du capital humain bénéfique à cette croissance. Ces conclusions sont ensuite confirmées par C.Diebolt et M.Jaoul (2004), qui se sont proposé, à travers leur étude économétrique, d'analyser les liens pouvant exister entre la dynamique structurelle des dépenses militaires et celle du système socio-économique du Japon avant la seconde guerre mondiale. Ces auteurs ont abouti à ce que les

dépenses de défense sont l'un des éléments moteurs de la croissance économique du pays. Plus récemment, l'analyste Stephen Fuller (2017), de l'Université George Mason, a mené en 2011 une étude, à la demande de l'Association des industries aérospatiales, afin d'estimer l'impact des réductions des dépenses de défense sur l'activité économique aux Etats Unis. Fuller a conclu que la réduction prévue de 45 milliards de dollars des achats de matériel militaire pour l'exercice 2013, réduirait le PIB de ce pays de 86 milliards de dollars cette année-là et éliminerait plus d'un million d'emplois. La Virginie et la Californie risqueraient chacune de perdre plus de 100 000 emplois.

2.3.3. Les dépenses militaires et la croissance économique : une influence indécise.

En parallèle à ces travaux empiriques attestant de l'existence d'une relation de causalité unidirectionnelle, positive ou négative, des dépenses de défense sur la croissance économique, d'autres travaux empiriques¹⁸, n'ont pu émettre un avis concluant sur la nature de cette relation. Dakurah (2001), dans son étude qui a concerné 62 pays en voie de développement, sur la période 1975 à 1995, montre que 23 pays présentaient une causalité positive et 7 négatives. Le reste des pays ne présentaient aucune relation de cause à effet entre ces deux grandeurs.

Cet impact non tranché des dépenses de défense sur la croissance économique va être confirmé par les conclusions d'une analyse d'envergure, menée par S.A Churchill et S.L Yew (2018), ayant concerné 42 études primaires et 243 estimations, et qui a conclu que les dépenses militaires ont tendance à stimuler la croissance économique des pays développés producteurs et exportateurs d'arsenal militaire, mais à réduire celle des pays moins développés à niveau de corruption politique généralement plus élevé. Les conclusions de cette étude rejoignent celles formulées par certains économistes dont Dunne (1966), Ram (1995), Deger et Sen (1995), Caro (1998) et Bremmer et Kesselring (2007), qui suggèrent qu'il n'existe pas d'effet unique des dépenses militaires sur la croissance économique, cet impact serait plutôt lié aux contextes temporel et/ou spatial de chaque pays.

¹⁸Nardinelli and Ackerman (1976), Faini et al. (1984), De Grasse et al. (1983).

Conclusion

La relation entre les guerres et la croissance économique est largement commenté par la littérature économique de naguère, après être restée longtemps en marge des préoccupations des grands courants de pensées économiques qui étaient plus tournés vers l'analyse de problématiques plus "centrales".

Ainsi, sur le plan théorique, les courants de pensée traditionnels et ceux relativement contemporains s'accordent à dire que les guerres "internes" ou "guerres civiles" ont des conséquences manifestement fâcheuses sur tous les aspects de la vie, et particulièrement sur le volet économique. Toutefois, lorsqu'il s'agit de l'analyse des effets sur la croissance des guerres externes et spécialement les guerres de "conquête", les positions de ces courants de pensée divergent sensiblement. En effet, les courants libéral¹⁹, protectionniste et marxiste décrivent les dommages évidents des guerres sur l'économie en général et la croissance économique en particulier, alors que la pensée mercantiliste et celle keynésienne, précisément le «Keynésianisme militaire», appuyées par une littérature économique plus récente, créditent les guerres d'un pouvoir de soutien de la croissance économique.

Sur le plan empirique, l'examen des études menées fait ressortir que l'influence des conflits sur les performances économique des pays concernés s'exerce de manière direct, en agissant sur la productivité globale des facteurs de production, mais aussi de manière indirecte, en impactant les conditions de formation et d'accumulation de ces facteurs. Les conclusions de ces études empiriques sont quasi-unanimes quant au préjudice manifeste, subit par les économies des pays ravagés par des guerres civiles. Toutefois, ces conclusions sont plus nuancées, en ce qui concerne les guerres extérieures, et notamment les dépenses de défense qui leurs sont rattachées. Au moment où certaines études empiriques concluent à leur rôle destructeur sur les performances économiques des pays, d'autres, au contraire, apportent la preuve de leur capacité à soutenir la dynamique de croissance dans ces pays.

¹⁹ Y compris physiocrates, classiques et néoclassiques.

BIBLIOGRAPHIE

- Acemoglu, D., & Robinson, J.A. (2012), *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity, and Poverty*, Profile Books Ltd. DOI : [10.1355/ae29-2j](https://doi.org/10.1355/ae29-2j)
- Alesina, A., & Tabellini, G. (1989). External debt, capital flight and political risk. *Journal of International Economics*, 27(3-4), 199-220.
[http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/0022-1996\(89\)90052-4](http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/0022-1996(89)90052-4)
- Alesina, A., & Perotti, R. (1994, Sep). The Political Economy of Growth : A Critical Survey of the Recent Literature. *Revue économique de la Banque Mondiale*, 8(3), pp. 351-371.
<https://jstor.org/stable/3989954>
- Alesina, A., Özler, S., Roubini, N., & Swagel, P. (1992). *Political Instability and Economic Growth*. NBER Working Paper. <https://doi.org/10.3386/w4173>
- Baran, P.A., & Sweezy, P.M. (1966). *Monopoly Capital*. Monthly Review Press. New York.
- Barro, R. J. (1981). Output Effects of Government Purchases. *Journal of Political Economy*, 89(6), pp 1086-1121. <http://doi.org/10.1086/261024>
- Barro, R. (1996). *Determinants of Economic Growth: A Cross-Country Empirical Study*. NBER Working Paper.
- Benoit, E. (1973). *Defense and Economic Growth in Developing Countries*. Lexington Books.
- Bremmer, D., & Kesselring, R. (2007, 13 Avril). *The Impact of Defense Spending on GDP : The Case of North America [Conférence]*. 49^{ème} conférence annuelle de l'association Annual Conference of the Western Social Science Association, Hyatt Regency Hotel, Calgary, Alberta, Canada.
- Churchill, S.A., & Yew.S.L. (2018). The Effect of Military Expenditure on Growth: An Empirical Synthesis. *Economie empirique*, 55(3), 1357-1387.
- Colletta, N.J., & Cullen, M.L. (2000). *Violent Conflict and the Transformation of Social Capital : lesson from Cambodia, Rwanda, Guatemala, and Somalia*. World Bank Group. <https://documents.worldbank.org/curated/en/799651468760532921/Violent-conflict-and-the-transformation-of-social-capital-lessons-from-Cambodia-Rwanda-Guatemala-and-Somalia>. 8

Collier, P. (1999). *On the Economic Consequences of Civil War*. Oxford Economic Papers 51, pp. 168-183.

Diebolt, C., & Jaoul, M. (2004). Les dépenses militaires, moteur de la croissance économique japonaise ?. *Revue économique*, 55(3), 439-447. <https://doi.org/10.3917/reco.553.0439>

Gates, S., Hegre, H., Havard, M.N., Strand, H., (2012, May). Consequences of Armed Conflict. *World Development*, 40(9), pp. 1713-1722. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev>

Havard, H., & Havard, M.N. (2011). *The Governance-Conflict Trap in the ESCWA Region*. a paper for the UN-ESCWA study on "*The Governance Deficit and Conflict Relapse in the ESCWA Region*".

Hooker, M.A., & Knetter, M.M. (1997). The Effects of Military Spending on Economic Activity: Evidence from State Procurement Spending. *Journal of Money, Credit and Banking*. 29(3), 400-42. <https://EconPapers.repec.org/RePEc:mcb:jmoncb:v:29:y:1997:i:3:p:400-421>

KEYNES, J.M. (1936). *The General Theory of Employment, Interest, and Money*. Cambridge University Press. ISBN [1-57392-139-4](https://www.isbn-international.org/product/9780521358309)

KEYNES, J.M. (1933). *An Open Letter to President Roosevelt [Lettre]*. Oxford, England.

Kirat, T., & Torre, A. (2007). Quelques points de repères pour évaluer l'analyse des conflits dans les théories économiques, avec une emphase particulière sur la question spatiale. *Revue Géographie, économie, société*, 9(2), pp.215-240. <https://doi.org/10.3166/ges.9.215-240>

Knight, M., Loayza, N., & Villanueva, D. (1996). The Peace Dividend : Military Spending Cuts and Economic Growth. Staff Papers (International Monetary Fund), 43(1), 1–37. <https://doi.org/10.2307/3867351>

Le Bras-Chopard, A. (1994). *La guerre. Théories et idéologies*. Ed Montchrestien, Paris.

Liste, F. (1909). *The National System of Political Economy* (S. S. Lloyd, Trad.). (Ouvrage initial publié en 1841). Longmans, Green, and Co, London.

Malthus, T.R. (1820). *Principes d'économie politique* (F. S. Constancio, Trad.). *Quai Voltaire*, Paris.

Miguel, E., Satyanath, S., & Sergenti, E. (2004, August). Economic Shocks and Civil Conflict: An Instrumental Variables Approach. *Journal of Political Economy*, 112 (4), pp 725-753. <https://doi.org/10.1086/421174>

Ozler, S., & Tabellini, G. (1991). External Debt and Political Instability. *NBER Working Papers*. National Bureau of Economic Research, Inc. <http://www.nber.org/papers/w3772>

Perkins, D.h., Radelet, S.& Lindauer, D.L. (2008). *Economics of developement*. Norton & Company, 6^eédition.

Ramey, G., & Ramey, V, A. (1995). Cross-Country Evidence on the Link Between Volatility and Growth. *The American Economic Association*, 85(5), 1138-1151. <http://www.stor.org/stable/2950979>

Sambanis, N. (2001). Do Ethnic and Nonethnic Civil Wars Have the Same Causes?: a theoretical and empirical inquiry. *The journal of Conflict Resolution*, 45(3), pp.259-282. Sage publications. <https://WWW.jstor.org/stable/3176145>

Silberner, E. (1957). La guerre et la paix dans l'histoire des doctrines économiques. Sirey. Paris.

Smith, A. (1776). La recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations.

Solow, R.M. (1956). A contribution to the theory of economic growth. *The Quarterly Journal of Economics*. 70(1), 65-94. <https://doi.org/10.2307/1884513>

Stephen, Fuller. (2017). The Regional Economic Impact of Proposed Reductions in Defense Spending [Témoignage devant le Comité de la Chambre des forces armées US]. Washington Etats-Unis.

Stewart, F., & Fitzgerlad, V. (2001). Internal Wars in Developing Countries : An Empirical Overview of Economic and Social Consequences. *Guerre et sous developpement, Presse de l'université d'Oxford*, 4(1). <https://doi.org/10.1093/acprof:oso/9780199241866.003.0004>

Trudelle, C. (2003). Beyond Social Movements: A Relational Typology of Urban Conflicts. *Cahiers de géographie du Québec*, 47(131), 223-242. <https://doi.org/10.7202/007573ar>

Rapport

Banque mondiale. (2011). *Rapport sur le développement dans le monde : conflits, sécurité et développement*. <http://documents1.worldbank.org/curated/en/580871468149694586/pdf/622550PUB0FREN000public00BOX361476B.pdf>